

## La Poste

### EN GRÈVE LE 2 AVRIL ET ON PRÉPARE LA SUITE !

→ La direction des bureaux de Poste a publié deux notes pour cadrer l'organisation de l'activité des Chargé-es de Clientèle. Après plus d'un an de négociations soldées par un échec, la direction veut imposer ses remèdes à des symptômes sans vouloir traiter les maux : les sous-effectifs liés aux suppressions d'emplois, les conditions de travail détériorées, le maillage territorial détruit et des salaires en berne. Avec

pour seul but, servir sa stratégie ! L'intersyndicale Sud-CGT-FO-CFTC a interpellé La Poste, exigeant le retrait de ces notes et l'ouverture de négociations. Pour nos 4 fédérations, il faut remplacer tous les départs et embaucher massivement, mais aussi reconnaître financièrement le travail. La réponse est sans ambiguïté, c'est non ! Elle joue la carte « mais non vous n'avez rien

compris ». Une rhétorique patronale qui ne trompe personne ! L'intersyndicale appelle l'ensemble des postier-es de bureaux de Poste à la grève le 2 avril, pour montrer que sans elles et eux, le Réseau ne fonctionne pas. Les négociations salariales se terminent, avec seulement 3,5% d'augmentation. Des miettes vu l'inflation galopante. Et toujours nada pour les fonctionnaires ! Dans le

même temps, les cotisations de mutuelle augmentent et les garanties sont revues à la baisse. Et la prime d'intéressement dégringole aussi, la faute aux choix d'investissements internationaux désastreux ! Les raisons de se mobiliser ne manquent pas. **Dès le 2 avril, Sud PTT appelle à une grande grève à la Poste pour obtenir ce qui nous est dû !**



Les salarié-es de la convention collective P2ST étaient en grève le 13 mars dernier avec une mobilisation plutôt moyenne (entre 15 et 20%). Si une partie des centres d'appels ont des taux de grévistes supérieurs, le boycott d'une des FD de la CGT a affaibli la mobilisation. Le secteur de l'accueil, lui est toujours en progression.

De leur côté les patrons, ont fait leur seconde proposition d'augmentation de salaire... Le premier constat est assez simple : la grève a payé... enfin presque.

En effet, après deux journées de grève (26 janvier et 13 mars), les patrons ont revu leur proposition à la hausse, pour et seulement pour les agents de maîtrise ! Pour les employé-es la proposition est juste insultante avec 0,001% d'augmentation pour le pre-

mier coefficient ! Les revendications concernant les passages automatiques à l'ancienneté ont été tout simplement balayées d'un revers de main. La « négociation » fut finalement rapide entre un patronat satisfait de sa proposition et des syndicats médusés ou en colère. L'annonce par le patronat que cette proposition était leur dernier mot et qu'ils ne feront plus d'effort a été un nouveau crachat à la figure des centaines de milliers de salarié-es. On notera l'évolution des excuses pour ne pas aller plus haut, puisque lors de la réunion de janvier on avait eu droit aux délocalisations et au tassement... de leur marge. Cette fois, nous avons eu droit à la concurrence de l'intelligence artificielle et évidemment au tassement... de leur marge. Encore une réunion et on a droit aux extraterrestres ?

Notre syndicat SUD-Solidaires a déjà annoncé qu'il ne signera pas cet accord. Le patronat ne cherche qu'à gagner du temps et faire céder l'intersyndicale. C'est dans ce sens que nous proposons à l'ensemble des salarié-es et aux autres syndicats de continuer notre lutte ! Le but ? Les obliger à faire une proposition digne de ce nom ! Après des longues journées de silence la CFDT et FO ont finalement fait le choix de ne pas signer l'accord proposé.

**Ils rejoignent donc le reste de l'intersyndicale en appelant à une grève le 2 avril prochain**

## Prestataires de services

### GRÈVE DANS LA P2ST : ON NE LÂCHE RIEN !

# PLAN D'URGENCE : LE 93 N'A PAS FAIT SA RENTRÉE !

Depuis le 26 février, le 93 refuse de faire sa rentrée. La communauté éducative est mobilisée afin de réclamer un plan d'Urgence de 358 millions d'euros pour l'école publique en Seine-Saint-Denis et de s'opposer à la réforme « choc des savoirs ».

Pendant quatre semaines de grève, la mobilisation a pris des formes variées : piquets de grève, assemblées générales, vernissage d'une exposition sur l'état désastreux du bâti des établissements, manifestations réunissant plusieurs milliers de participants. Le 14 mars notamment, des cortèges venant d'Aulnay-sous-Bois, de Dugny, de La Courneuve, ou encore de Montreuil ont convergé à la DSDEN pour défilier vers la préfecture.

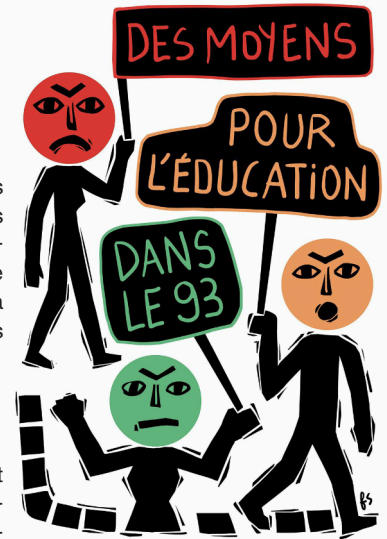
La FCPE a aussi pris part au mouvement et a appelé à

## GRÈVE NATIONALE CONTRE LE CHOC DES SAVOIRS

→ Les mobilisations du 1er et du 6 février ont permis de faire reculer le ministère sur l'usage du terme de « niveau » pour constituer les groupes. L'intersyndicale dont SUD éducation appelle à une journée de grève le 2 avril pour l'abandon du Choc des savoirs et pour de

des opérations « écoles, collèges, lycées déserts ». Les parents étaient présentes à de nombreuses réunions publiques et manifestations locales et ont parfois bloqué les établissements avec les élèves. Ceux du lycée Blaise Cendrars de Sevran se sont démarqués par la réalisation d'une vidéo Tiktok qui a fait plus de 2 millions de vues.

Alors que début mars, Nicole Belloubet sous-estimait l'ampleur de la mobilisation et refusait de recevoir l'intersyndicale 93, deux de ses conseillers ont fini par l'accueillir au ministère le 15, mais sans faire d'annonce concrète et le 17, l'arrêté sur les groupes de niveaux a été publié. La grève et la lutte se poursuivent donc, avec entre autres une grande manifestation prévue le 30 mars.



## En grève !

le 2/04

et après...



éducation  
Sud  
Solidaires

## Presse LA PROVENCE : TRISTE VICTOIRE... MAIS VICTOIRE QUAND MÊME !

À une très faible majorité (56 %), la rédaction s'est prononcée pour la reprise du travail, ce lundi 25 mars. Comme nous l'indiquions dans notre communiqué de dimanche, la réintégration sans sanction du directeur de la rédaction, Aurélien Viers, n'était qu'un préalable indispensable mais ne réglait pas tout. Dès le résultat du vote connu, des représentants des organisations syndicales de la rédaction ont rencontré le directeur général de La Provence, Gabriel d'Harcourt, pour le mettre en garde après cet épisode inacceptable qui a profondément marqué la rédaction. Ce résultat serré traduit toute l'inquiétude de la rédaction à pouvoir remplir sereinement ses missions d'information. La confiance en la direction du journal comme en celle du groupe sera difficile à restaurer.

Nous prenons rendez-vous pour poursuivre les travaux en cours concernant la charte d'indépendance éditoriale, outil indispensable pour éviter qu'une crise de ce genre ne se reproduise. Objectif : aboutir à un document définitif le 15 avril. Durement attaquée, la rédaction a fait plier la direction du groupe qui, si elle ne le reconnaît pas officiellement, a prouvé par sa volte-face qu'elle s'était trompée.



Nous remercions l'ensemble des soutiens reçus : lecteurs, collectifs, confrères, etc. Les échanges constants avec les syndicats du groupe WhyNot Média actuels et à venir (Corse-Matin, La Tribune, BFM, RMC) ont pesé dans ce rapport de force et permettront de dresser un rempart commun face à d'éventuelles autres attaques. **Parce qu'on ne transige pas avec la liberté éditoriale, nous savons que le combat n'est pas terminé.**

Le paiement des jours de grève n'ayant pas été accepté par la direction, **la caisse de grève est toujours active.**

Pour celles et ceux qui souhaitent et peuvent y participer, elle est ici : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-grève-salaires-de-la-provence>

**Dernière minute : À Radio France l'intersyndicale retire son préavis de grève après la signature d'un protocole de sortie de crise. Elle reste vigilante et mobilisée.**

## Industrie

# NAO (SALAIRES) À NAVAL GROUP : UNE GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ARMEMENT

C'est une grève qui n'est pas passée inaperçue, et pour cause, elle s'est déroulée le 6 mars au sein du leader européen du secteur du naval « de défense ».

Plusieurs organisations syndicales, dont SUD Industrie qui est présente sur deux sites (Ruelle et Toulon), ont appelé les salariés à se mobiliser pour revendiquer des augmentations de salaires.

Une première journée avait déjà eu lieu le 28 février, mais la direction est revenue avec une seconde proposition sous forme de provocation malgré le retour au calendrier initial à la demande des syndicats. En ayant voulu transférer une partie des augmentations générales des cadres et non-cadres en prime de partage de la valeur, la direction de NavalGroup a souhaité contourner le

principe même d'augmentation dans le cadre des négociations salariales. Avec une inflation en 2023 à plus de 4,9%, l'enveloppe globale de 4,3% de la

masse salariale était bien en dessous du coût de la vie pour le personnel. **Avec 251 millions d'euros de résultat net et 8 millions d'euros de bénéfices grâce à des placements financiers, Naval Group se porte très bien, et l'Etat avec, qui empoche la moitié des bénéfices au détriment des salariés.** Les plus hauts cadres de l'entreprise ne sont pas non plus lésés, et l'augmentation réclamée de 6% est un minimum dans ces conditions. Outre l'unité syndicale qui s'est constituée sur des bases revendicatives, c'est surtout la mobilisation inter-sites qu'il convient de saluer et qui montre l'exemple.



## Fret ferroviaire SUD-RAIL ET L'ALLIANCE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE FERRAILLENT !



Il y a quelques jours, le Parlement européen a voté la généralisation des passages aux frontières des camions de 44 tonnes et l'autorisation des méga-camions de 60 tonnes et 25 mètres de long. Même si nous sommes conscient-es que cette directive européenne ne va pas engendrer un déferlement immédiat de ces camions géants sur les routes des pays européens, néanmoins elle ne fait que renforcer cette logique du système de transport qui donne une part monopolistique au transport routier de marchandises.

Le Ministre des Transports a déjà dit que la France n'appliquerait pas cette nouvelle règle européenne. Mais jusqu'à quand ? Nous ne pouvons avoir aucune confiance en ce gouvernement qui est en train de détruire définitivement un outil nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction de GES ... en voulant liquider Fret SNCF d'ici la fin de l'année.

Le combat syndical et écologique mené depuis plusieurs mois avec la fédération SUD-Rail et l'Alliance Écologique et Sociale, qui re-

prend plus que jamais tout son sens en ce début d'année. Nous sommes un contre-pouvoir indispensable à ces dogmes capitalistes et écocides. La défense du Fret public est un enjeu d'urgences sociale, climatique, sanitaire, son développement est une opportunité pour engager la bifurcation de nos modèles de transports : saisissons-nous de cette campagne dans nos solidaires locaux, au sein des différents collectifs ...

**Pétition à signer :** <https://agir.greenvoice.fr/petitions/ou-veut-du-fret-ferroviaire>





**Orange**

# LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE

**Dans un simulacre de dialogue social, Orange a montré son mépris du personnel.**

**Sur les 3 milliards de bénéfices, 2 milliards vont être reversés aux actionnaires, avec comme objectif, passer le dividende à 0,75 euros en 2025 : Il n'y aura qu'une petite enveloppe de 90 millions d'euros pour les salaires.**

**Cerise sur le gâteau, les cadeaux faits par Orange aux patrons du CAC 40 : la cession de toute la clientèle d'Orange Bank à BNP PARIBAS (évaluée à 1 milliard d'euros) ou le don d'OCS à Canal + de Vincent Bolloré.**

- La colère gronde et l'intersyndicale d'Orange a appelé à des rassemblements devant tous les grands campus et le siège d'Orange Brige à Issy les Moulineaux le 26 mars pour boycotter le meeting de la directrice générale qui aura lieu en live à 15H.

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## Centres de formation des apprentis **GRÈVE INÉDITE DANS LE PLUS GROS CFA DU BTP** s.

**Dans le CFA BTP Aura (Auvergne-Rhône Alpes) : les salari.es sont en grève pour dénoncer des conditions de travail déplorables et des salaires trop faibles.**

salaires de 1.5 %, ce qui n'était pas satisfaisant pour tous les syndicats.

Conséquence de cette réunion : tous les syndicats ont communiqué sur une éventuelle grève.

Implanté sur plusieurs sites du CFA, le SUNDEP-Solidaires est devenu représentatif en se présentant pour la première fois aux élections CSE en octobre 2023. En gagnant 4 élu.es au CSE, et en pouvant nommer un délégué syndical, l'équipe a été à l'offensive en annonçant la grève très tôt, en réussissant à convaincre les collègues et les autres syndicats.

De notre côté, on a affiché nos revendications dans tous les CFA dans lesquels on est présents : audit extérieur sur les conditions de travail sous un mois, alignement du statut sur les professeurs des lycées professionnels, 18h pour le face-à-face (contre 30h parfois actuellement, etc.), etc...

**Récit de lutte par l'équipe du SUNDEP-Solidaires du CFA-BTP Aura**

Face à la dégradation constante de nos conditions de travail, nous avons commencé à parler, dans nos communications syndicales, d'un mouvement de grève en janvier 2024. Nous avons fait un sondage en interne, 85 % des adhérent.es/sympathisant.es étaient pour la grève.

Tout est allé très vite ensuite, la CFDT, le syndicat autonome, l'UNSA ont proposé une grève le 15 mars car la prochaine réunion NCO avait lieu le 14 mars. Nous on s'est dit qu'il valait mieux commencer le mouvement le 13 mars, juste avant. Puis une intersyndicale s'est créée mais les autres syndicats ne voulaient pas commencer le 13 mars, on a choisi de commencer quand même le 13 mars, puis de suivre l'intersyndicale le 15 mars.

Le 15 février, une réunion NCO (Négociation Collective Obligatoire) a eu lieu. Le SUNDEP a très vite quitté la réunion car, sur 133 documents demandés, seuls 20 % ont été fournis par l'employeur malgré de nombreuses relances. Dans la suite de la réunion, l'employeur a proposé une augmentation des

Le 14 mars : lors de la réunion NCO, l'employeur propose 2 % (le gag), tous les DS ont quitté la table des négociation et ont écrit une pétition qui tourne actuellement dans les différents sites.

**28 MOIS DE GRÈVE ET DE LUTTE  
POUR LES TRAVAILLEURS  
SANS-PAPIERS DU PIQUET  
CHRONOPOST D'ALFORTVILLE !  
POUR LES SOUTENIR,  
UNE CAISSE DE GRÈVE  
À DIFFUSER ET ABONDER :**

**<https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortville>**